



COMPTE RENDU CAPL DE MUTATION AU 1ER MARS 2017

Le 15 décembre 2016

25 agents ont participé au mouvement complémentaire, soit moitié moins qu'en 2015 et pour lequel 13 agents sont arrivés en mutation nationale.

La CGT a défendu tous les dossiers qui lui ont été confiés

22 agents ont obtenu satisfaction, 15 sur leur premier vœu et 2 sur leur deuxième.

Pour la 1ère année et après de multiples demandes, la direction nous a fourni lors de la CAP, les mesures de gestion pour les ALD.

Nous espérons qu'il s'agit d'une avancée et non la conséquence de la disparition du mouvement complémentaire pour les B, néanmoins nous ne pouvons que regretter que la direction n'ait pas daigné nous transmettre leurs fiches de souhaits.

5 agents ALD ont obtenu un changement d'affectation sur leurs premiers souhaits et un agent a obtenu un détachement.

En ce qui concerne l'équipe de renfort (EDR), 9 agents ont postulé pour le vivier.

3 ont été retenus pour le 592 et 2 pour le 591.

Pour les écartés du 591, la direction nous a clairement dit qu'ils n'avaient pas le profil requis et qu'elle avait décidé unilatéralement de ne pas les retenir.

Concernant le 592, un collègue a été écarté malgré un bon dossier, par insuffisance de place dans le vivier.

La CGT s'est toujours opposée aux postes à profil et continuera à dénoncer cette pratique si elle venait à se développer dans les années à venir.

Lors de cette CAPL, l'administration a présenté une partie des modifications d'affectations consécutives à la mise en place de l'adaptation des structures et du réseau (ASR), à savoir la fusion des SIP et SIE de Tourcoing Sud et Tourcoing Nord et la fermeture de la trésorerie de Raismes.

La CGT a refusé de participer au vote sur cette restructuration qu'elle n'a eu de cesse de combattre depuis sa genèse.

DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS CGT FINANCES PUBLIQUES

Avant d'aborder la CAPL proprement dite, nous voulons dénoncer l'état du dialogue social à la DRFIP Nord. En effet, ce mardi 13 décembre, le Directeur a refusé d'entendre des collègues venus en tant qu'expert au Comité Technique Local. Après deux mois de mobilisation, de grèves fortement suivies, une centaine de cahiers revendicatifs, des rassemblements, la Direction est aujourd'hui totalement fermée à la discussion : sur les questions de l'emploi, des restructurations, de l'organisation du travail, c'est un mépris complet pour les collègues.

Il y a pourtant urgence pour améliorer les conditions de travail, l'exercice des missions et le service public.

Il y a urgence également à améliorer la situation de l'emploi pour l'ensemble de la catégorie C : en effet, le mouvement complémentaire avec affectation au 01/03/2017 de catégorie C fait ressortir un déficit de 2572,2 agents dont 76 pour le Nord. De plus cette année encore l'administration n'a recruté qu'une partie de la liste complémentaire, creusant encore la situation des effectifs en catégorie C.

Toutes les directions sont en sous-effectif, pour autant l'administration décide de fermer à toute mutation plus de 50 directions et il reste des agents en attente de mutation vers les départements qui présentent les sous effectifs les plus importants.

L'administration démontre (s'il fallait encore le démontrer) son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix: stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent.

Sous effectifs supérieurs à 2572 agents C, suppressions de plus de 34 000 postes depuis 2002 et la barre des 35 000 sera franchie l'année prochaine, fermeture des trésoreries de proximité, fusions des SIP, fusion des SIE, regroupement de SPF, créations de PCR, transfert de l'enregistrement, fusions de RAN et retenue à la source programmée pour 2018.

Dans ce contexte, à la DGFIP, la catégorie C est la première touchée.

En effet, c'est elle qui a quasiment supporté la totalité des suppressions d'emplois que subit la DGFIP. Elle est aussi particulièrement impactée par l'insuffisance de revalorisation du point d'indice dans la fonction publique et le blocage des déroulements de carrière.

Enfin comme si cela ne suffisait pas, les remises en cause en matière d'affectation/mutation des personnels de la DGFIP sont particulièrement nocives pour les agents. Mais une fois encore, ce sont les agents de catégorie C qui sont particulièrement pénalisés.

Dès cette année, les lauréats du concours commun ont l'obligation de rester 3 ans sur la RAN qu'ils auront obtenue en première affectation, à la disposition du directeur, sans possibilité de muter durant cette période sauf priorité pour rapprochement de conjoint.

Comme dans l'ensemble de la Fonction publique, c'est la casse de la DGFIP qui est à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés, le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause.

RGPP, MAP, Lignes Directrices... les politiques s'enchaînent, changent de nom mais le but poursuivi est toujours le même depuis plus de 10 ans, supprimer des dizaines de milliers d'emplois et réduire l'action publique.

Les collègues n'en peuvent plus et la mobilisation grandit dans les départements notamment dans le Nord où un mouvement social d'une ampleur sans précédent dure depuis le 10 octobre au travers de grèves massives et de fermetures de services .

pour exiger :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois (encore 74 décidées cette année), des restructurations et des suppressions de structure.
- Le renforcement des moyens humains et budgétaires ;
- Le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et pour refuser la mise en place de PPCR et du RIFSEEP ;
- Une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail
- Le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.

Ces revendications nous semblent tout à fait légitimes à l'aune de la déclaration de politique générale du nouveau 1er ministre Bernard Cazeneuve qui déclare "que proposer de supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires en quelques mois c'est remettre tout simplement en cause la capacité de l'état à assumer ses missions les plus élémentaires".

Concernant la CAP locale de ce jour, tout d'abord nous exigeons une fois de plus d'avoir connaissance des demandes de l'ensemble des collègues, notamment les fiches de souhaits ainsi que les vœux des équipes de renfort.

De plus nous sommes surpris de l'apparition d'une nouvelle règle de gestion quant aux mutations internes dans la direction.

Nous déplorons que seul 13 nouveaux collègues arrivent d'une direction extérieure alors qu'il subsiste 76 emplois vacants de cadres C.

A l'issue de ce mouvement il reste encore 63 vacances d'emploi et aucune primo affectation dans le Nord.

La CGT Finances Publiques exige l'appel de la totalité de la liste complémentaire soient 808 agents pour combler une partie des vacances d'emploi.

Mais vous préférez supprimer des vacances en supprimant des emplois, encore moins 40 C sur les 74 suppressions prévues dans le Nord cette année.

Concernant l'ASR vous déclinez aujourd'hui en termes de mutations les conséquences des restructurations désastreuses que nous condamnons et combattons depuis le début. Nous continuons à nous y opposer : tant sur les conséquences pour les conditions de travail des collègues que pour le service aux usagers.

La concentration de services (comme prévu pour la fusion des SIP et SIE de Tourcoing) n'a jamais amélioré la situation. Encore une fois, ce sont les collègues qui vont subir les conséquences de réorganisations prises à marche forcée.

Contrairement aux affirmations de M Pineau sur Ulysse, le passage de 13 RAN à 9 ne constitue en aucun cas une avancée pour les agents, mais permettra à la direction locale une plus grande souplesse dans la gestion des affectations au détriment des desiderata des agents.

Les ALD à la RAN seront les premières victimes de cette réforme décidée unilatéralement par la direction.

De plus M Pineau nous promet des créations d'emplois avec l'implantation d'un centre RH à vocation supra-départementale.

Même si d'aventure quelques emplois sont « créés », ils seront prélevés en nombre supérieur dans les autres départements.

Avec l'expérience nous pouvons en douter, tous les emplois ne seront pas pourvus ex du CPS structure supra-départementale où il persiste 24 vacances d'emplois ainsi que la création du STDR sans aucun emploi.

Par ailleurs, rien n'empêche la direction générale de transférer le cas échéant ce service dans un autre département dès 2019, comme le démontre l'exemple du SFACT et du CSP cette année.

Pour la CGT Finances Publiques

Annick Phellion, Yannick Massiet, Stéphane Poivre, Eric Gosset, Pascale Masse, Marius Botaka